

Vers une privatisation des CCI ?

J. P. Pierrat - Roland Gomez, le président de la CCIR, entend faire de la chambre régionale la structure qui doit organiser et servir la promotion de l'action des CCI territoriales, au nombre de sept en Paca, sur leur territoire. Réorganisant la CCI régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, son président Roland Gomez explore les pistes d'économies possibles pour répondre aux coupes budgétaires et s'interroge sur l'avenir des chambres consulaires.

Faudra-t-il passer en mode privé comme l'ont déjà fait les Espagnols et les Italiens ? Depuis qu'il est président de la CCI régionale, Roland Gomez n'hésite pas à poser très clairement la question. Sachant les chambres de commerce et d'industrie dans le collimateur du gouvernement - « il trouve que ça coûte cher et ne voit pas très bien à quoi on sert », explique-t-il -, celui qui a été auparavant président de la CCI des Alpes-de-Haute-Provence et connaît donc bien l'institution, s'efforce, en attendant, de répondre « aux coups de rabot successifs ».

« On n'est pas sourd »

« Initiés par Montebourg, poursuivis par Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie et des Finances, lequel avait été hué à l'AG des CCI de France, ils sont à nouveau d'actualité avec Bruno Lemaire, l'actuel locataire de Bercy, qui souhaite opérer une ponction supplémentaire de 100 millions d'euros », a en particulier commenté, en ne cachant pas ses « sérieuses inquiétudes », le président de la CCIR au cours d'une rencontre mensuelle instituée avec la presse depuis son élection. D'après lui, avec la loi Pacte notamment, un mouvement de privatisation est en marche et tout dépendra de la façon dont les CCI sauront rebondir.



<https://www.nouvellespublications.com/content/images/2018/10/02/1642/ccir-gomez-1624.jpg>

par Jean Philippe Pierrat

